



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des Services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de  
Lumigny, implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77 540)**

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 à L.411-3, L.413-2, L.413-3, L.413-4, R.213-6, R.213-39 et R.213-40, ainsi que son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**VU** le Code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.214-1 et R.214-17 ;

**VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** le règlement 338-97 modifié du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

**VU** la directive 1999-22-CE du Conseil du 29 mars 1999 relative à la détention d'animaux sauvages dans un environnement zoologique ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25 octobre 1982 relatif à l'élevage, la garde et la détention des animaux ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 définissant deux catégories d'établissements, autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration (rubrique 1.1.1.0) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation (rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif (sauf quand la charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 8 octobre 2018 fixant les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange (rubrique 3.2.3.0) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/026 du 7 avril 2016, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021/23/DCSE/BPE/IC du 8 juin 2021, réglementant l'aménagement, le fonctionnement et la gestion des parcs zoologiques de Lumigny par la société « Parc des Félines SAS » à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°21/BC/152 du 21 octobre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2022-01/DCSE/BPE/IC du 3 janvier 2022 portant ouverture et organisation d'une enquête publique conjointe relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société « Parc des Félines SAS », le 14 mai 2021, pour son projet d'extension des parcs zoologiques de Lumigny et à la procédure de révision dite « allégée » du plan local d'urbanisme de la commune de Lumigny-Nesles-Ormeaux, en lien avec ce projet ;

**VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'avis délibéré de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France n° MRAe 2021-6528 du 21 octobre 2021, relatif au projet d'extension du parc animalier dénommé « parc des félines » situé sur la commune de Lumigny-Nesles-Ormeaux (77) et sur la révision dite « allégée » du PLU de cette commune ;

**VU** le mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 17 novembre 2021, apporté par le porteur de projet et validé par Madame le maire de Lumigny-Nesles-Ormeaux, en application de l'article L.122-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'avis de la formation « Faune sauvage captive » de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de Seine-et-Marne à l'issue de la consultation électronique organisée du 18 octobre au 4 novembre 2021 ;

**VU** la décision n°E21000116 /77 du 10 décembre 2021 du président du tribunal administratif de Melun désignant M. Jacky HAZAN, en qualité de commissaire-enquêteur chargé de conduire l'enquête publique conjointe (ICPE – PLU) ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

**VU** les avis des services consultés en application de l'article D.181-17-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans la commune de Lumigny-Nesles-Ormeaux de l'avis au public ;

**VU** les publications en date des 17 janvier 2022 et 07 février 2022 de cet avis dans Le Parisien (édition de Seine-et-Marne et La République de Seine-et-Marne) ;

**VU** l'avis favorable émis le 10 mars 2022 par le conseil communautaire de la communauté de communes du Val Briard ;

**VU** le courrier du 30 mars 2022 de Madame le maire de Lumigny-Nesles-Ormeaux indiquant que la commune n'avait pas de remarque à formuler concernant la demande d'autorisation environnementale ;

**VU** le courriel du 27 avril 2022 de Madame la sous-préfète de Provins indiquant qu'elle soutient ce projet d'extension ;

**VU** les registres papier et numérique d'enquête publique qui s'est tenue du 2 février 2022 à 9 heures au 4 mars 2022 à 17 heures et l'avis du commissaire-enquêteur dans son rapport du 04 avril 2022, complété le 20 avril 2022 et validé par Monsieur le président du tribunal administratif de Melun le 21 avril 2022 ;

**VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne ;

**VU** l'avis favorablement unanime en date du 19 mai 2022 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 27 mai 2022 à la connaissance du demandeur ;

**VU** le courriel du président directeur général de la société « Parc des Félines SAS » du 30 mai 2022 indiquant n'avoir aucune remarque à formuler sur le projet d'arrêté et ses prescriptions portés le 27 mai 2022 à sa connaissance ;

**CONSIDÉRANT** la demande du 14 mai 2021, complétée le 4 juillet et le 25 novembre 2021, présentée par la société « Parc des Félines SAS » dont le siège social est situé Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny sur le territoire de la commune de Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540) ;

**CONSIDÉRANT** le rapport conjoint de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France et de la Direction Départementale de la Protection des Populations de Seine-et-Marne, en date du 26 avril 2022 et les propositions des services d'inspection des installations classées et de la faune sauvage captive ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale et de la procédure d'autorisation d'ouverture concernant un établissement zoologique de la première catégorie définie par le titre premier du livre IV du code l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L.413-3 du Code de l'environnement et sans préjudice des dispositions en vigueur relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'ouverture des établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée dans les conditions et selon les modalités fixées par un décret en Conseil d'État ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État, des avis rendus par la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites et par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction ou de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation environnementale et de l'autorisation d'ouverture sont réunies,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet:**

La société « Parc des Félin SAS », dont le siège social est situé Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540), est autorisée à étendre ses installations de présentation au public d'animaux de la faune sauvage, situées parcs zoologiques de Lumigny à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77 540), sous réserve du respect des prescriptions fixées par le présent arrêté et ses annexes 1 et 2, l'ensemble valant autorisation environnementale, définie au titre huitième du livre Ier du code de l'environnement, et autorisation d'ouverture, définie au titre premier du livre IV du code de l'environnement.

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 16/DCSE/IC/026 du 7 avril 2016 et tous les actes qui lui sont liés sont abrogés par le présent arrêté.

### **Article 2 – Caducité :**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97 du Code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **Article 3 – Surveillance :**

L'établissement est soumis à la surveillance des services de l'État en charge l'inspection des installations classées et de l'inspection des établissements détenant des spécimens de la faune sauvage captive, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité publique et de la préservation des espèces animales détenues.

### **Article 4 – Frais :**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 5 – Sanctions :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement, ainsi que par le titre Ier du livre IV du code de l'environnement.

### **Article 6 – Information des tiers :**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Lumigny-Nesles-Ormeaux où elle pourra être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Lumigny-Nesles-Ormeaux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la Préfecture de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints-Pères – 77010 MELUN Cedex) par les soins de Madame le maire de Lumigny-Nesles-Ormeaux ;

3° Le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38, à savoir : Lumigny-Nesles-Ormeaux et la Communauté de Communes du Val Briard ;

4° Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<https://www.seine-et-marne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 7 - Notification et exécution :**

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- Mme la sous-préfète de Provins
- Mme le maire de Lumigny-Nesles-Ormeaux,
- Mme la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Mme la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Mme la cheffe du service départemental de Seine-et-Marne de l'office français de la biodiversité.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société « Parc des Félin SAS » sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 1<sup>er</sup> juin 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture,

  
Cyrille LE VÉLY

#### **Destinataires d'une copie :**

- M. le directeur du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Seine-et-Marne,
- M. le directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS) d'Île-de-France,
- M. le directeur départemental de la protection des populations (DDPP) de Seine-et-Marne,
- M. le directeur départemental des territoires (DDT) de Seine-et-Marne,
- Mme la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- M. le chef du département évaluation environnementale du service connaissance et développement durable de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- Mme la directrice de la délégation départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS),
- Mme la cheffe du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC).

#### **Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

<b>TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
ARTICLE 1.2 - Nature des installations.....	4
ARTICLE 1.3 - Liste des espèces animales détenues.....	6
ARTICLE 1.4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	6
ARTICLE 1.5 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	6
ARTICLE 1.6 - Documents tenus à la disposition des services d'inspection.....	6
ARTICLE 1.7 - Règlements et suivi d'exploitation.....	7
<b>TITRE 2 - ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 2.1 - Enceintes, bâtiments et insertion paysagère.....	7
ARTICLE 2.2 - Capacités et moyen en personnel.....	8
<b>TITRE 3 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 3.1 - Généralités.....	9
ARTICLE 3.2 - Surveillance – secours – incendie.....	9
ARTICLE 3.3 - Consignes pour le public.....	12
ARTICLE 3.4 - Information du Préfet.....	13
<b>TITRE 4 - CONDUITE D'ÉLEVAGE DES ANIMAUX.....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 4.1 - Entretien des animaux.....	13
ARTICLE 4.2 - Cohabitation.....	13
ARTICLE 4.3 - Amélioration des conditions d'élevage.....	13
ARTICLE 4.4 - Animaux étrangers.....	14
ARTICLE 4.5 - Relations animaux/personnel.....	14
ARTICLE 4.6 - Surveillance des animaux.....	14
ARTICLE 4.7 - Gestion de l'activité de reproduction animale.....	14
ARTICLE 4.8 - Encadrement des activités de reproduction animale.....	14
ARTICLE 4.9 - Alimentation.....	15
ARTICLE 4.10 - Préparation des aliments.....	15
ARTICLE 4.11 - Stockage des aliments.....	15
ARTICLE 4.12 - Distribution des aliments.....	15
ARTICLE 4.13 - Distribution d'aliments par les visiteurs.....	16
ARTICLE 4.14 - Procédures pour l'entretien des animaux.....	16
ARTICLE 4.15 - Animaux dangereux.....	16
ARTICLE 4.16 - Reptiles et animaux venimeux.....	16
<b>TITRE 5 - INSTALLATIONS D'HÉBERGEMENT ET DE PRÉSENTATION AU PUBLIC DES ANIMAUX.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 5.1 - Installations pour les animaux.....	16
ARTICLE 5.2 - Tranquillité des animaux.....	16
ARTICLE 5.3 - Conditions physico-chimiques.....	17
ARTICLE 5.4 - Installations pour les animaux.....	17
ARTICLE 5.5 - Surveillance et entretien des enclos et des enceintes.....	17
ARTICLE 5.6 - Clôture électrique.....	17
ARTICLE 5.7 - Portes et trappes des enclos.....	17
ARTICLE 5.8 - Accès aux enclos et aux locaux avec animaux.....	18
ARTICLE 5.9 - Contacts animaux/public.....	18
ARTICLE 5.10 - Locaux à accès réglementé.....	19
ARTICLE 5.11 - Protection du public à l'abord des enclos.....	19
ARTICLE 5.12 - Cas particulier des enclos de visite en immersion.....	19
ARTICLE 5.13 - Respect du bien-être des animaux domestiques.....	19
<b>TITRE 6 - SURVEILLANCE SANITAIRE DES ANIMAUX, DE LA PRÉVENTION ET DES SOINS DES MALADIES.....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 6.1 - Généralités.....	19
ARTICLE 6.2 - Réalisation des soins.....	21
ARTICLE 6.3 - Surveillance sanitaire en cas de maladie ou de décès.....	21
ARTICLE 6.4 - Autopsie.....	21

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

ARTICLE 6.5 - Gestion des cadavres.....	21
ARTICLE 6.6 - Entretien des locaux et des enclos hébergeant les animaux.....	21
ARTICLE 6.7 - Programme d'entretien sanitaire des équipements et des locaux.....	22
ARTICLE 6.8 - Transport.....	22
ARTICLE 6.9 - Règles pour le personnel.....	22
ARTICLE 6.10 - Gestion des blessures causées par les animaux détenus.....	22
<b>TITRE 7 - PARTICIPATION AUX ACTIONS DE CONSERVATION DES ESPÈCES ANIMALES.....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 7.1 - Généralités.....	22
ARTICLE 7.2 - Participation à des programmes de conservation.....	23
ARTICLE 7.3 - Diffusion d'informations.....	23
ARTICLE 7.4 - Intérêt des cadavres.....	23
<b>TITRE 8 - INFORMATION DU PUBLIC SUR LA BIODIVERSITÉ.....</b>	<b>23</b>
ARTICLE 8.1 - Généralités.....	23
ARTICLE 8.2 - Informations pour le public.....	24
ARTICLE 8.3 - Vulgarisation scientifique.....	24
ARTICLE 8.4 - Validité scientifique des informations fournies au public.....	24
ARTICLE 8.5 - Accueil du public scolaire.....	24
ARTICLE 8.6 - Interdiction de représentation mettant en scène les animaux détenus.....	24
ARTICLE 8.7 - Interdiction de vente des animaux détenus.....	24
<b>TITRE 9 - PRÉVENTION DES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>25</b>
ARTICLE 9.1 - Généralités.....	25
ARTICLE 9.2 - Prélèvements et consommation d'eau.....	25
ARTICLE 9.3 - Rejets des milieux aquatiques.....	27
ARTICLE 9.4 - Collecte, traitement des eaux usées et qualité de rejet.....	27
ARTICLE 9.5 - Gestion des eaux pluviales.....	30
ARTICLE 9.6 - Stockage des produits polluants ou dangereux.....	30
ARTICLE 9.7 - Gestion des déchets.....	31
ARTICLE 9.8 - Prévention des odeurs.....	32
ARTICLE 9.9 - Prévention de la pollution de l'Air.....	33
ARTICLE 9.10 - Lutte contre les nuisibles.....	33
ARTICLE 9.11 - Interaction entre la faune détenue et le milieu naturel.....	33
ARTICLE 9.12 - Prévention du bruit et des vibrations.....	33
ARTICLE 9.13 - Intensité lumineuse.....	33
ARTICLE 9.14 - Contrôle et analyses inopinées ou non.....	34



---

**TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

**ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

**ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société « Parc des Félines SAS », SIRET n° 414 746 511 00024, dont le siège social est situé Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à étendre, ouvrir au public et exploiter, sur le territoire de la commune de LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX (77540), les parcs zoologiques de Lumigny, dont les installations sont détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits		
LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX (77)	334C 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 38	Le Parc de la Fortelle		
LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX (77)	334C 39, 40	Le midi du Parc de la Fortelle		
LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX (77)	334B 2, 3, 4, 5, 6, 27, 501, 602, 603	Le Plessis		
LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX (77)	334B 7, 8, 39	La Butte		
LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX (77)	334B 28, 29, 30, 32, 563, 564, 611, 613	La Mare La Mute		
Surface totale		106 ha	71 a	82 ca

La présente autorisation emporte autorisation environnementale, telle que définie par le titre huitième du livre premier du code de l'environnement, et autorisation d'ouverture, telle que définie par le titre premier du livre IV du code de l'environnement.

Elle tient également lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

**ARTICLE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS**

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes, au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et au titre de la réglementation relative aux installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau et les milieux aquatiques (IOTA) :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2140	<p>Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public).</p> <p><i>Nota : sont visées les installations présentes sur un même site au moins 90 jours par an consécutifs ou non et dont l'activité de présentation au public est d'au moins 7 jours par an sur ce site.</i></p>	Parc zoologique	260 félidés adultes 30 viverridés adultes 40 hyénidés adultes 30 ursidés adultes 80 canidés adultes 10 ailuridés adultes 20 méphitidés adultes 180 herpestidés adultes 10 nandiniidés adultes 220 mustélidés adultes 80 procyonidés adultes 50 eupléridés adultes 150 artiodactyles 200 lémuriformes adultes 40 loriformes adultes 40 tarsiformes adultes 150 platyrhiniens adultes 200 catarrhiniens adultes 500 psittacidés adultes 30 phoenicoptéridés adultes 30 Threskiornitidés adultes 10 Recurvirostridés adultes 10 Cracins adultes 10 Charadriidés adultes 10 Colombidés adultes 10 Alcénidés adultes 50 Sturnidés adultes	A
2731	Dépôt de sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres, à l'exclusion des dépôts de peaux, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 500 kg	Stockage de sous-produits animaux	Jusqu'à 25 tonnes	Lié à l'activité principale
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Capacité équivalente de 7 m <sup>3</sup>	35.000 litres de fioul domestique	NC
1530	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues	Dépôt de bois et emballages	15 m <sup>3</sup> par semaine au maximum	NC
1531	Stockage, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement		Quantité stockée inférieure à 1000 m <sup>3</sup>	NC

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2111	Volailles, gibier à plume (activité d'élevage, vente, etc. de), à l'exclusion d'activités spécifiques visées à d'autres rubriques	Élevage de volailles pour les animaux	1000 volailles maximum	NC

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (Non-classé)

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime (*)
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2	Prélèvement 1 « Parc des Félines » (existant) : - 12 m³/h  Prélèvement 2 « Parc des Félines » (existant) : - 2,5 m³/h  Prélèvement 3 « extension » (nouveau) : - 6 m³/h  Total : 20,5 m³/h	A
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	104 hectares	A
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forages « Parc des Félines » (existants)  Forage « Extension » (nouveau)	D  D
2.1.1.0	Systèmes d'assainissements collectifs des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R-2224-6 du code général des collectivités territoriales	Station d'épuration du « Parc des Félines » (existante) -250 EH  Station d'épuration « Extension » (nouvelle) 500 EH	D  D
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non	Plans d'eau « Parc des Félines » (existant) - 1,13 ha  Plans d'eau « extension » (nouveau) - 1 ha  Total : 2,23 Ha	    D
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais	Limité à 1000 m² par le SAGE de l'Yerre	NC

(\*) A (autorisation), D (Déclaration), NC (Non-classé)

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

Les installations projetées relèvent également du régime de l'autorisation d'ouverture au titre de la Faune Sauvage Captive, mentionné à l'article L. 413-3 du code de l'environnement, au titre de la catégorie suivante, prévue par l'article R. 413-14 du code de l'environnement :

Catégorie	Référence	Libellé de la catégorie Critères de classement	Caractéristiques de l'installation
1ère	Art. 1 de l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997	La première catégorie regroupe les établissements qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les espèces sauvages et les milieux naturels ainsi que pour la sécurité des personnes.	Présentation au public d'animaux de la faune sauvage

### **ARTICLE 1.3 - LISTE DES ESPÈCES ANIMALES DÉTENUES**

La liste des espèces animales détenues dans l'établissement est fixée au titre I de l'annexe 2 de l'arrêté d'autorisation.

### **ARTICLE 1.4 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet.

### **ARTICLE 1.5 - DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **ARTICLE 1.5.1 - DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation est caduque si le projet n'a pas été mis en œuvre dans les trois années suivant sa délivrance.

La présente autorisation cesse de produire ses effets si l'exploitation de l'établissement est interrompue durant plus de trois années consécutives.

#### **ARTICLE 1.5.2 - CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage non-précisé.

En application de l'article R. 181-43 du code de l'environnement, les conditions de remise en état après la cessation d'activités seront les suivantes :

- évacuation ou élimination des produits dangereux et des déchets :
  - vidange des installations et destruction des produits (notamment des produits chimiques, huiles, etc.) en centre de traitement de déchets,
  - vidange des cuves de stockage et enlèvement de celles-ci ou neutralisation,
  - vidange et nettoyage des rétentions,
  - évacuation des déchets résiduels en centre de traitement autorisé,
- interdiction ou limitation d'accès au site,
- suspension des risques d'incendie ou d'explosion :
  - démontage des équipements,
  - mise en sécurité des circuits électriques,
  - maintien en l'état de fonctionner des utilisés (chauffage, alimentation électrique, climatisation, etc.) après consignation des équipements en arrêt de sécurité,
- surveillance des effets de l'installation sur l'environnement,
- placement de tous les animaux abrités au sein de l'installation vers des établissements spécialisés. Une liste détaillée de la destination de tous les animaux ainsi que de leur mode de transfert sera transmise au Préfet.
- démantèlement des équipements de structure des clôtures pour permettre une valorisation maximale des matériaux, comme les métaux et les bétons.

### **ARTICLE 1.6 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DES SERVICES D'INSPECTION**

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum,
- les registres animaliers de l'établissement, les documents permettant l'identification des animaux et les autres documents de suivi et de traçabilité de l'origine de ces derniers, notamment pour ceux qui relèvent d'un statut de protection des espèces animales.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition des services en charge de l'inspection des installations classées et de l'inspection en charge des établissements détenant des animaux de la faune sauvage captive.

#### **ARTICLE 1.7 - RÈGLEMENTS ET SUIVI D'EXPLOITATION**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit un règlement intérieur et un règlement de service, établis selon le cadre défini au titre II de l'annexe 2 du présent arrêté, régulièrement tenus à jour et affichés dans les lieux fréquentés par le personnel et par le public. Les consignes générales de sécurité et les conditions de visite sont communiquées au public par tout support adéquat et par voie d'affichage, notamment à l'entrée et dans les enclos de visite en immersion.

Ces règlements ont pour objet de prévenir toute anomalie, défaillance ou atteinte à la sécurité lors de l'exploitation de l'établissement, provoquée par des actions inadéquates du personnel ou du public.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'administration.

L'ensemble des programmes, des procédures et documents, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.

---

### **TITRE 2 - ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

#### **ARTICLE 2.1 - ENCEINTES, BÂTIMENTS ET INSERTION PAYSAGÈRE**

##### **ARTICLE 2.1.1 - ENCEINTES**

Les limites de l'établissement sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes.

Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes.

La hauteur de cette enceinte est au minimum de 2,5 mètres.

**ARTICLE 2.1.2 - BÂTIMENTS HÉBERGEANT DES ANIMAUX**

Les bâtiments renfermant des animaux à demeure ou en transit ne doivent pas être à l'origine d'une pollution des ressources en eau. Leur implantation devra satisfaire aux prescriptions générales et particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, forages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite :

- à moins de 35 m :
  - des puits et forages,
  - des sources,
  - des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre,
  - de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères,
  - des rivages,
  - des berges, des cours d'eau.
- à moins de 200 m des zones de baignades et des zones aquacoles.

L'ensemble de l'installation est conçu de manière à éviter tout écoulement vers les points d'eau situés à proximité, à l'exception des déversements, notamment d'eaux usées traitées et d'eaux pluviales, dûment autorisés par le présent arrêté préfectoral.

**ARTICLE 2.1.3 - INSERTION PAYSAGÈRE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour intégrer l'établissement dans le paysage, notamment en réalisant la gestion forestière du parc telle qu'autorisée par les services compétents.

Il maintient en bon état les talus et plantations existants sur les deux secteurs du parc, en veillant particulièrement à ce que les végétaux n'altèrent pas l'intégrité de la clôture extérieure.

Le parking prévu pour accueillir 600 véhicules, se situant dans le secteur « Félines », n'est pas modifié. Le parking prévu pour accueillir 300 véhicules, se situant dans le secteur « Terre des Singes », sera adapté pour desservir le pôle hôtelier, sans augmentation globale de son emprise.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant (comme les parkings et les accès au parc) sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

L'état des arbres est vérifié au moins une fois par an par des agents qualifiés. Les arbres ou parties d'arbres présentant des risques de chute sont éliminés le plus rapidement possible.

**ARTICLE 2.2 - CAPACITÉS ET MOYEN EN PERSONNEL**

**ARTICLE 2.2.1 - TITULAIRE DU CERTIFICAT DE CAPACITÉ**

Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement.

Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
*portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny, implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)*

Les absences des titulaires de certificat de capacité doivent être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel.

Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.

La liste des espèces mentionnées à l'article 1.3 de la présente annexe et au titre I de l'annexe 2 du présent arrêté est établie sous réserve de la présence effective dans l'établissement d'un titulaire d'un certificat de capacité couvrant ces espèces.

#### **ARTICLE 2.2.2 - EFFECTIF EN PERSONNEL**

L'effectif du personnel de l'établissement est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté.

Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées.

Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables de l'établissement.

L'établissement s'attache les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 2.2.3 - FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL ET DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

---

### **TITRE 3 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

---

#### **ARTICLE 3.1 - GÉNÉRALITÉS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.

Les caractéristiques des installations et du fonctionnement de l'établissement ainsi que les modalités de leur surveillance doivent être définies de manière à permettre la prévention des risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs).

#### **ARTICLE 3.2 - SURVEILLANCE – SECOURS – INCENDIE**

##### **ARTICLE 3.2.1 - SURVEILLANCE**

L'établissement est tenu de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de son personnel ayant reçu une formation de secouriste. Une surveillance 24h/24 de l'installation est assurée par une présence humaine sur le site.

Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

L'exploitant établit une procédure de surveillance du parc (clôtures, animaux, public, etc.) avec vérification quotidienne de la présence de l'intégralité des animaux de chacun des deux secteurs du parc ainsi que l'état des clôtures et le bon fonctionnement des fils électriques des enclos. Cette vérification a lieu avant l'ouverture au public ; toute anomalie est consignée sur un registre et il y est pallié avant la sortie des animaux.

Pendant les heures d'ouverture au public, la procédure de surveillance impose a minima la présence permanente d'un animalier et d'un agent technique chargés d'effectuer des rondes. La fréquence de ces rondes est ajustée en fonction de la fréquentation du parc mais ne peut être inférieure à 3 fois par jour en période d'ouverture au public.

L'exploitant surveille les conditions météorologiques et établit des procédures de veille et d'alerte, qui sont tenues à jour et mises à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle. Si nécessaire, une signalétique adaptée est accessible au public sur la totalité du site.

En cas d'évènements climatiques susceptibles d'engendrer des risques en matière de sécurité pour le public ou les animaux (notamment vent fort ou orage), le parc est évacué, sous la responsabilité de l'exploitant, dans les plus brefs délais, et la surveillance des enclos est assurée en permanence, par le personnel. Avant réouverture au public, tous les espaces accessibles aux animaux et au public sont vérifiés, ainsi que la présence de l'intégralité des félins du parc.

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur. Les citernes à fuel domestique sont situées au minimum à 20 mètres des zones accueillant du public et sont régulièrement entretenues.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Elles permettent une coupure d'urgence.

Les installations fixes de chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire dont la puissance utile est supérieure à 70 kW satisfont à l'arrêté du 23 juin 1978 modifié relatif aux installations fixes et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

Des fusils anesthésiants et d'abattage, ainsi que les produits anesthésiants appropriés, sont conservés dans des armoires fortes à code et à clé, installées dans le local vétérinaire. Ils ne sont accessibles et utilisés que par le personnel qualifié et désigné par l'exploitant.

### **ARTICLE 3.2.2 - SECOURS**

L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 2 au présent arrêté. L'établissement doit disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.

Doivent être affichées, à intervalle régulier et judicieusement placées, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18,
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17,
- le numéro d'appel du SAMU : 15,
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112,
- le numéro du centre anti-poison le plus proche,

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.



### **ARTICLE 3.2.3 - INCENDIE**

Dans le secteur « Parc des Félin », trois entrées, ainsi que les voies réservées au personnel sont disponibles pour l'accès du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Dans le secteur « Terre de Singes » et pour l'accès au pôle hôtelier, deux entrées, ainsi que les voies réservées au personnel sont également disponibles pour l'accès du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

L'exploitant maintient en état de fonctionnement la plate-forme d'aspiration au niveau de l'étang conformément aux dispositions précisées par le SDIS.

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment :

- dans les locaux, y compris du pôle hôtelier, des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres minimum ou, en cas de risque électrique, des extincteurs portatifs à poudre de 6 kilogrammes, répartis judicieusement, à raison d'un par 200 m<sup>2</sup> de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur,
- des extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur,
- dans le secteur « Parc des Félin », deux réserves incendie implantées à 200 mètres au plus du risque : l'étang de capacité approximative de 41.000 m<sup>3</sup> et deux bâches incendie d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> chacune. Ces réserves sont sécurisées et inaccessibles au public. Elles restent disponibles et accessibles en permanence par les services de secours et la qualité de l'eau est propre et compatible avec les pompes des engins de secours,
- dans le secteur « Terre de Singes », une bâche incendie d'une capacité totale de 240 m<sup>3</sup>. Ces équipements restent disponibles et accessibles en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers. Ils doivent présenter une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres, dans les conditions les plus défavorables, disposer d'une plateforme d'aspiration (8 m x 4 m) par tranche de 120 m<sup>3</sup>, associée chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NFS 61.703), dont la coquille du demi-raccord est orientée en position haute et basse (NFS 61.706), être implantés à plus de 8 mètres de toute façade et être implantés à moins de 200 mètres du risque à défendre par les chemins praticables par les sapeurs-pompiers,
- pour la protection du pôle hôtelier, deux bâches incendie d'une capacité unitaire de 240 m<sup>3</sup> disposées à proximité des bâtiments d'hébergement et implantées de façon à couvrir l'ensemble des locaux. Ces équipements restent disponibles et accessibles en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers. Ils doivent présenter une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 6 mètres, dans les conditions les plus défavorables, disposer d'une plateforme d'aspiration (8 m x 4 m) par tranche de 120 m<sup>3</sup>, associée chacune à un demi-raccord fixe à bourrelet de 100 mm de diamètre (NFS 61.703), dont la coquille du demi-raccord est orientée en position haute et basse (NFS 61.706), être implantés à plus de 8 mètres de toute façade et être implantés à moins de 200 mètres du risque à défendre par les chemins praticables par les sapeurs-pompiers.

Chaque prise et point d'eau dispose d'une plaque de signalisation conforme à la norme NF S 61-221.

Après la mise en place ou la modification de ces éléments de défense incendie, l'exploitant transmet à Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours – service risques industriels et DECI – 56 avenue de Corbeil BP 70109 – 77001 MELUN, et à l'inspection des installations classées, une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau, faisant apparaître :

- la conformité aux normes NF S 62-240 et NF S 61-240 ;

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

- la capacité minimale réellement utilisable propre à chacune des réserves telle que listées ci-dessus.

La paille utilisée sur le site est stockée dans un abri situé à au moins 50 mètres des locaux destinés au public ou à usage d'habitation.

Toutes autres dispositions pour la prévention des incendies et de la sécurité du personnel sont prises notamment en application du livre II du Code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre.

#### **ARTICLE 3.2.4 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées régulièrement, conformément à la réglementation.

Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

#### **ARTICLE 3.3 - CONSIGNES POUR LE PUBLIC**

Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité.

Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive.

La pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.

Pour l'enclos d'immersion des Magots, des groupes constitués de 6 visiteurs maximum pourront avoir accès à certains secteurs non habituellement accessibles au public, dans les conditions énoncées ci-après :

- Le groupe a accès, dans les conditions mentionnées ci-dessous, au local de préparation des rations alimentaires des Magots, ainsi qu'à un point de distribution de la nourriture, situé en dehors du sentier de visite habituel,
- Le groupe est encadré, durant tout le temps de la prestation, par au moins un membre du personnel, disposant des compétences nécessaires à ce type de prestation et intervenant régulièrement dans l'enclos concerné,
- Avant le début de la prestation, un membre du personnel, disposant des compétences nécessaires à ce type de prestation et intervenant régulièrement de l'enclos concerné, remet aux visiteurs les consignes particulières de visite et leur explique oralement leur contenu,
- Avant le début de la prestation, les visiteurs doivent satisfaire aux opérations préalables nécessaires à garantir l'hygiène et la protection de la santé des visiteurs, personnels et animaux,
- Durant la prestation, les visiteurs doivent respecter scrupuleusement les consignes sanitaires et de sécurité prévues. Tout manquement doit conduire à l'arrêt immédiat de la prestation,
- L'exploitant doit veiller à ce que les animaux participants à cette prestation ne génèrent pas un risque sanitaire ou de sécurité, liés à leur état de santé ou à leur comportement,

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

- L'exploitant doit veiller à ce que la prestation ne génère pas de stress pour le groupe d'animaux ou pour les animaux pris individuellement. Ces derniers doivent pouvoir s'extraire du lieu de réalisation de la prestation, s'ils le souhaitent,
- L'exploitant doit veiller à accompagner la prestation d'un discours pédagogique et éducatif.

En complément des dispositions précédentes, ainsi que pour les autres enclos de visite en immersion, les modalités d'accès, de gestion et d'information du public seront définies selon les dispositions du titre III de l'annexe 2 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3.4 - INFORMATION DU PRÉFET**

L'exploitant tient informé le Préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

---

### **TITRE 4 - CONDUITE D'ÉLEVAGE DES ANIMAUX**

---

#### **ARTICLE 4.1 - ENTRETIEN DES ANIMAUX**

Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage de haut niveau qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et une large expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant, notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce.

Avant d'héberger une nouvelle espèce, l'établissement est tenu de recueillir toutes les informations à caractère scientifique ou zootechnique nécessaires au respect des conditions d'entretien et de présentation au public, fixées par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 4.2 - COHABITATION**

La composition des groupes d'animaux d'une même espèce est déterminée en fonction des différents espaces mis à la disposition des animaux, du comportement et, si nécessaire, des cycles physiologiques propres à l'espèce.

Les animaux vivant en groupe ne doivent pas être tenus isolés sauf pour des raisons sanitaires ou de dangerosité.

Les individus présentant pour les animaux avec lesquels ils cohabitent un danger excessif, préjudiciable à la vie de ces derniers, doivent être retirés du groupe.

La cohabitation entre animaux d'espèces différentes n'est possible que si elle n'entraîne aucun conflit excessif entre eux ni ne leur cause aucune source de stress excessive ou permanente.

#### **ARTICLE 4.3 - AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'ÉLEVAGE**

Le bien-être des animaux et la prévention des anomalies comportementales sont notamment assurés par une amélioration pertinente des conditions d'élevage, adaptée aux besoins biologiques de chaque espèce.

Cette amélioration doit notamment porter, selon les espèces, sur :

- les installations ou l'espace offert aux animaux et leurs aménagements,
- les protocoles d'élevage et les rythmes des activités portant sur l'entretien des animaux,
- la composition des troupeaux et la cohabitation interspécifique.

#### **ARTICLE 4.4 - ANIMAUX ÉTRANGERS**

Les animaux doivent être protégés de la prédation d'animaux étrangers à l'établissement.

Ils ne doivent pouvoir être perturbés ou excités par des animaux étrangers à l'établissement. Le cas échéant, l'établissement doit mettre en œuvre des programmes de maîtrise de ces populations animales indésirables.

#### **ARTICLE 4.5 - RELATIONS ANIMAUX/PERSONNEL**

Les soins apportés aux animaux sont effectués en réduisant les sources de stress, d'inconfort et les risques de blessure. Toute intervention ou perturbation inutile doit être proscrite. Il est interdit d'exciter les animaux, en présence ou non du public.

Il est interdit au personnel de fumer lorsqu'il travaille à proximité des animaux ou lorsqu'il prépare leur nourriture.

Lorsqu'elles sont utilisées, les méthodes d'apprentissage des animaux ne doivent pas nuire à leur bien-être ni à la sécurité des personnes.

Les animaux dont l'imprégnation par l'homme est susceptible de provoquer des dangers pour la sécurité des personnes ou pour d'autres animaux font l'objet d'une surveillance régulière et de précautions adaptées.

#### **ARTICLE 4.6 - SURVEILLANCE DES ANIMAUX**

Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien.

Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée.

Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en œuvre.

#### **ARTICLE 4.7 - GESTION DE L'ACTIVITÉ DE REPRODUCTION ANIMALE**

Notamment en ce qui concerne les animaux des espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement et des espèces figurant en annexe A du règlement n° 338-97 du 9 décembre 1996 susvisé, les programmes de reproduction sont maîtrisés et raisonnés dans l'intérêt de la conservation des populations animales captives viables de génération en génération et favorisent le maintien de la diversité génétique de ces populations.

Hormis à des fins contrôlées et pertinentes d'un point de vue scientifique, les croisements interspécifiques sont interdits. Cette interdiction s'étend à la reproduction d'animaux appartenant à des sous-espèces ou à des populations isolées différentes lorsque leurs populations naturelles ou captives sont menacées.

#### **ARTICLE 4.8 - ENCADREMENT DES ACTIVITÉS DE REPRODUCTION ANIMALE**

Les activités de reproduction ne peuvent être entreprises que si les responsables de l'établissement ont l'assurance que les animaux issus de ces activités seront élevés dans des lieux et des conditions qui respectent la réglementation relative à la protection de la nature.

A défaut, ces activités sont limitées par des moyens appropriés qui préservent l'intégrité physique des animaux chaque fois qu'il est possible d'utiliser de telles méthodes.

En fonction des exigences de l'espèce, les animaux gestants, ceux ayant mis bas et les jeunes font l'objet de soins particuliers prévenant l'apparition des maladies périnatales et les agressions des autres animaux.

#### **ARTICLE 4.9 - ALIMENTATION**

Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en œuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce.

Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale. Leur impact sur l'état de santé des animaux est évalué.

L'abreuvement est assuré par une eau saine, ne présentant pas de risque sanitaire spécifique, renouvelée fréquemment, protégée du gel et constamment tenue à la disposition des animaux.

L'approvisionnement en aliments est maîtrisé aux fins d'assurer sa continuité et la qualité des aliments fournis. Les aliments répondent à des critères de qualité définis, régulièrement vérifiés par le personnel de l'établissement.

#### **ARTICLE 4.10 - PRÉPARATION DES ALIMENTS**

L'établissement dispose de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture.

Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments.

La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée.

Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement.

Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

#### **ARTICLE 4.11 - STOCKAGE DES ALIMENTS**

Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux.

La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites.

La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.

#### **ARTICLE 4.12 - DISTRIBUTION DES ALIMENTS**

Les aliments et l'eau sont distribués de manière à réduire les risques provoquant leur souillure.

Les distributeurs automatiques de nourriture et l'approvisionnement automatique en eau sont contrôlés quotidiennement de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement.

Les modes et la fréquence de distribution des aliments et de l'eau doivent être adaptés au comportement des animaux et de leur espèce, en tenant compte notamment de leur organisation sociale et, le cas échéant, de leur physiologie et de leur rythme biologique.

Aucun animal ne doit subir des restrictions alimentaires provoquées par une mauvaise adaptation de ces modes de distribution

#### **ARTICLE 4.13 - DISTRIBUTION D'ALIMENTS PAR LES VISITEURS**

La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite pour la faune sauvage, à l'exception des Magots. Les distributions de nourriture aux Magots ne pourront être organisées que dans l'enclos d'immersion, en présence de membres de personnel de l'établissement, dûment formés et en nombre suffisant. L'exploitant veillera à organiser ces distributions de façon à ce qu'elle ne perturbe pas l'équilibre nutritionnel des animaux et à ce qu'elle ne génère pas des comportements agressifs envers les visiteurs.

Par ailleurs, la distribution de nourriture est également possible concernant la faune domestique dans le cadre de distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.

#### **ARTICLE 4.14 - PROCÉDURES POUR L'ENTRETIEN DES ANIMAUX**

Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.

#### **ARTICLE 4.15 - ANIMAUX DANGEREUX**

Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques.

En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.

#### **ARTICLE 4.16 - REPTILES ET ANIMAUX VENIMEUX**

Aucun reptile, ni aucun animal venimeux ne sera détenu sur le site.

---

### **TITRE 5 - INSTALLATIONS D'HÉBERGEMENT ET DE PRÉSENTATION AU PUBLIC DES ANIMAUX**

---

#### **ARTICLE 5.1 - INSTALLATIONS POUR LES ANIMAUX**

Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles.

Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite. Les interactions agressives ou les sources de stress entre les animaux hébergés dans des lieux différents sont prévenues par la mise en place de moyens appropriés. En particulier, la situation géographique, au sein de l'établissement, des lieux où sont hébergés les animaux préviennent les interactions agressives ou les sources de stress pouvant exister entre les espèces.

#### **ARTICLE 5.2 - TRANQUILLITÉ DES ANIMAUX**

Les animaux sensibles aux perturbations occasionnées par le public doivent pouvoir s'y soustraire dans des zones ou des structures adaptées à leur espèce.

Lors de la visite, aux fins de ménager la tranquillité des animaux, le public n'a pas accès à l'ensemble du périmètre des enclos à moins que ceux-ci soient suffisamment vastes pour que les animaux aient la possibilité de se soustraire de manière permanente aux perturbations occasionnées par le public.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
*portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)*

Un espace suffisant sépare le public des animaux dans les cas où l'accès du public aux limites de l'enclos ou des cages est susceptible de perturber les animaux.

**ARTICLE 5.3 - CONDITIONS PHYSICO-CHIMIQUES**

La température, l'hygrométrie, la quantité et la qualité de l'éclairage et les autres paramètres physico-chimiques des milieux où sont hébergés les animaux sont compris dans des limites adaptées aux exigences de l'espèce.

Les paramètres précités sont régulièrement contrôlés et corrigés dans les meilleurs délais. Lorsque ces paramètres sont dirigés pour répondre aux exigences de l'espèce, le matériel nécessaire à ces opérations est d'une qualité suffisante, régulièrement contrôlé et maintenu en permanence en bon état de fonctionnement.

Les animaux tenus dans des enclos extérieurs ont accès à des abris ou à des locaux leur permettant de se soustraire aux effets du climat négatifs pour leur espèce.

**ARTICLE 5.4 - INSTALLATIONS POUR LES ANIMAUX**

Les installations destinées à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçues de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.

Les clôtures sont suffisamment visibles pour les animaux. L'utilisation des fils barbelés pour la confection des clôtures des enclos hébergeant les animaux est interdite.

Les appareils et les fils électriques ne doivent pas pouvoir être détériorés par les animaux.

Si des lieux où sont hébergés des animaux sont inondables, l'établissement dispose d'autres lieux d'hébergement où les animaux pourront, le cas échéant, être acheminés.

**ARTICLE 5.5 - SURVEILLANCE ET ENTRETIEN DES ENCLOS ET DES ENCEINTES**

Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos.

Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos.

Les clôtures sont munies en point haut de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées.

Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte.

S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.

**ARTICLE 5.6 - CLÔTURE ÉLECTRIQUE**

Des clôtures électriques sont utilisées en complément du dispositif principal permettant à lui seul la contention des animaux dans leur enclos, tels que présentés dans le dossier de demande.

Le fonctionnement des fils électriques est vérifié quotidiennement.

**ARTICLE 5.7 - PORTES ET TRAPPES DES ENCLOS**

Les portes des enclos et des cages et leur utilisation s'opposent de manière permanente à la fuite des animaux. Les animaux ne doivent pas pouvoir les ouvrir, les détériorer ou réduire leur efficacité. Elles ne doivent pouvoir être ouvertes que par des personnes autorisées.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

Les portes des enclos et des cages s'ouvrant du côté du public sont en permanence verrouillées.

La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant au personnel d'accéder dans ces lieux.

Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.

**ARTICLE 5.8 - ACCÈS AUX ENCLOS ET AUX LOCAUX AVEC ANIMAUX**

L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables de l'établissement que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.

**ARTICLE 5.9 - CONTACTS ANIMAUX/PUBLIC**

1. Concernant la faune domestique, le contact entre le public et les animaux est possible dans la zone délimitée à cet effet, sous réserve de qualification sanitaire des animaux vis à vis des maladies réputées contagieuses ou de zoonoses et d'absence de suspicion de maladies contagieuses ou de zoonoses. Un dispositif permettant de se laver les mains est mis à disposition du public, à proximité.

2. Concernant la faune sauvage, à l'exception des Lémuriens, des Magots, des Saïmiris et des oiseaux détenus en volière, le public n'a pas accès aux enclos ou volières des animaux. Afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux.

3. Concernant les Lémuriens, les Magots et les Saïmiris, le public aura accès à leur enclos, en présence d'un nombre adéquat de personnels qualifiés. Le public sera cantonné à un chemin clairement délimité, pourvu d'une signalétique interdisant de le quitter. Le contact direct entre ces animaux et le public demeure interdit, à l'exception des distributions ponctuelles de nourriture aux seuls Magots, réalisées dans le strict cadre défini à l'article 3.3 de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral.

4. Concernant les oiseaux détenus en volière, le public aura accès à leur enclos, en présence d'un nombre adéquat de personnels qualifiés. Le public sera cantonné à un chemin clairement délimité, pourvu d'une signalétique interdisant de le quitter. Le contact direct entre ces animaux et le public demeure interdit.

La dimension de ces différents espaces tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces. Il est de 2 mètres entre les enclos et les allées destinées au public.

Dans des conditions normales de visite, la mise en place de barrières ou de tout autre moyen empêche le franchissement de cet espace par le public ; en particulier, une clôture d'une hauteur de 1,10 mètre est installée entre les enclos et les allées destinées au public. L'efficacité des dispositifs utilisés à cette fin doit être proportionnelle au niveau de dangerosité des animaux.



#### **ARTICLE 5.10 - LOCAUX À ACCÈS RÉGLEMENTÉ**

Les locaux accessibles au public ou au personnel sont assujettis aux dispositions du code du travail et plus particulièrement à sa quatrième partie, livre II, titre II « hygiène et sécurité ». Les locaux où le public a accès sont correctement entretenus et ventilés.

Le public est tenu à l'écart de toutes projections physiologiques ou de jets d'objets dangereux du fait des animaux.

#### **ARTICLE 5.11 - PROTECTION DU PUBLIC À L'ABORD DES ENCLOS**

Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger.

Si un fossé sert à délimiter les lieux où sont hébergés les animaux, ce dernier devra être d'une largeur suffisante pour empêcher tout franchissement intempestif. Il sera obligatoirement rempli d'eau et un dispositif de remplissage sera prévu, afin de garantir le niveau d'eau, même en période de sécheresse. Si le niveau d'eau devient insuffisant dans le fossé, l'exploitant devra mettre en œuvre les mesures adaptées pour empêcher l'évasion des spécimens.

Du côté du public, l'exploitant devra mettre en œuvre tout dispositif adapté pour empêcher une chute accidentelle d'un visiteur. Enfin, aucun passage pour le public n'est réalisé au-dessus des lieux où sont hébergés les animaux.

Le public ne doit pas avoir accès aux clôtures électriques.

#### **ARTICLE 5.12 - CAS PARTICULIER DES ENCLOS DE VISITE EN IMMERSION**

Dans la zone réservée à la faune domestique, ainsi que dans l'enclos des Lémuriens, des Magots, des Saïmiris et dans la volière des oiseaux du secteur « Terre des Singes », la circulation du public dans les enclos ou dans les lieux où circulent les animaux répond, selon les modes de présentation, aux conditions fixées en annexe 3 au présent arrêté.

#### **ARTICLE 5.13 - RESPECT DU BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES**

Le public ne peut être autorisé à toucher que les animaux d'espèces domestiques et que si cette opération ne nuit pas à leur bien-être ni à leur état de santé et n'entraîne pas de manipulations excessives. Cette présentation ne doit pas constituer de danger, y compris d'origine sanitaire, pour les personnes. Elle doit être dûment justifiée d'un point de vue pédagogique, en permettant une meilleure connaissance des animaux et faire l'objet d'une surveillance appropriée.

A l'issue de cette opération, le public doit pouvoir se laver les mains dans des installations adaptées à cet effet.

---

### **TITRE 6 - SURVEILLANCE SANITAIRE DES ANIMAUX, DE LA PRÉVENTION ET DES SOINS DES MALADIES**

---

#### **ARTICLE 6.1 - GÉNÉRALITÉS**

Le présent titre concerne aussi bien les animaux de la faune sauvage que ceux de la faune domestique détenus par l'établissement.

Les installations et le fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'apparition des maladies animales et des zoonoses et, le cas échéant, d'en limiter la propagation.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
*portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)*

Les modes d'entretien et de présentation au public des animaux permettent d'assurer une surveillance optimale de leurs comportements et de leur état de santé, sans risque pour la sécurité du personnel.

L'établissement est tenu de mettre en œuvre des programmes étendus de surveillance des maladies auxquelles sont sensibles les animaux hébergés ainsi que de prophylaxie ou de traitement de ces maladies.

L'établissement tient à jour et conserve pendant une période minimale de dix ans un dossier sanitaire tenu conformément à l'annexe 2 au présent arrêté.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 6.1.1 - VÉTÉRINAIRE**

L'établissement s'attache les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec les responsables de l'établissement, de la mise en œuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent.

Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées.

Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, l'établissement bénéficie du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.

#### **ARTICLE 6.1.2 - SURVEILLANCE SANITAIRE**

Sans préjudice de l'application des réglementations sanitaires relatives aux mouvements des animaux, l'établissement est tenu de recueillir toutes les informations permettant de déterminer le statut sanitaire des animaux qu'il souhaite héberger ainsi que de connaître, le cas échéant, leurs antécédents médicaux.

Les animaux nouvellement introduits dans l'établissement font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils bénéficient d'une surveillance sanitaire particulière.

Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine. Lorsqu'elle est mise en œuvre, la quarantaine s'effectue selon un protocole précis préalablement consigné par écrit, faisant état des mesures et des précautions nécessaires à l'isolement des animaux ainsi que des modalités de la surveillance de l'état sanitaire des animaux.

Un tel protocole doit également s'appliquer à tout animal malade susceptible de disséminer une maladie contagieuse.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

#### **ARTICLE 6.2 - RÉALISATION DES SOINS**

Les soins et les interventions sur les animaux sont pratiqués dans des lieux ménageant des conditions satisfaisantes d'hygiène.

Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis.

L'établissement dispose du matériel suffisant pour assurer les soins courants et les premiers soins d'urgence aux animaux. Ce matériel est maintenu en bon état d'entretien et stocké dans des lieux réservés à cet effet. Ceux-ci sont fermés à clé et ne sont accessibles que par le personnel de l'installation.

#### **ARTICLE 6.3 - SURVEILLANCE SANITAIRE EN CAS DE MALADIE OU DE DÉCÈS**

Les causes des maladies apparues dans l'établissement doivent être recherchées.

Des analyses de laboratoires sont entreprises lorsqu'elles sont nécessaires à porter un diagnostic sur les maladies des animaux hébergés.

Dans le but de rechercher les causes de la mort ou de déterminer l'état sanitaire des populations animales hébergées, les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié.

#### **ARTICLE 6.4 - AUTOPSIE**

Lorsqu'elles sont effectuées au sein de l'établissement, celui-ci dispose d'installations ou de lieux permettant de pratiquer des autopsies. Ces installations ou ces lieux sont nettoyés et désinfectés après l'autopsie.

L'établissement dispose d'équipements spécifiques permettant la conservation au froid des cadavres d'animaux qui ne peuvent faire rapidement l'objet d'une autopsie.

#### **ARTICLE 6.5 - GESTION DES CADAVRES**

Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux.

Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Ces lieux doivent pouvoir être facilement nettoyés et désinfectés.

Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.

#### **ARTICLE 6.6 - ENTRETIEN DES LOCAUX ET DES ENCLOS HÉBERGEANT LES ANIMAUX**

Les locaux, les enclos où sont hébergés les animaux, leurs équipements, les bassins et les autres dispositifs contenant de l'eau à la disposition des animaux sont maintenus dans un état d'hygiène permettant de prévenir l'apparition de risques sanitaires pour les animaux et les personnes.

Les sols et les parois intérieures des bâtiments où sont hébergés les animaux sont réalisés avec des matériaux permettant leur lavage complet.

Les litières des animaux sont renouvelées régulièrement selon les exigences de l'espèce et les techniques d'élevage.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

Toutes les eaux résiduaires issues des bâtiments d'élevage des animaux et de leurs annexes (cuisines, infirmerie,...) sont collectées par un réseau d'égout étanche et acheminées vers les dispositifs d'assainissement tels que prévus dans le dossier de demande complété.

**ARTICLE 6.7 - PROGRAMME D'ENTRETIEN SANITAIRE DES ÉQUIPEMENTS ET DES LOCAUX**

L'établissement établit des programmes d'entretien, de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de leurs installations et de leurs équipements.

L'établissement met en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre les insectes et les rongeurs, afin notamment de protéger les lieux où sont hébergés les animaux.

**ARTICLE 6.8 - TRANSPORT**

L'établissement doit disposer d'installations et d'équipements permettant le nettoyage et la désinfection des véhicules et des cages servant au transport des animaux. Les eaux résiduaires de lavage sont collectées et acheminées vers les dispositifs d'assainissement tels que prévus dans le dossier de demande complété.

Ces installations sont situées à une distance suffisamment éloignée des lieux où sont hébergés les animaux.

**ARTICLE 6.9 - RÈGLES POUR LE PERSONNEL**

Les personnels sont tenus de respecter les règles d'hygiène propres à prévenir l'introduction par leur fait de maladies au sein de l'établissement.

Pendant leur travail, les personnels en charge de l'entretien des animaux et de la préparation de l'alimentation portent des vêtements ainsi que des chaussures utilisés seulement à l'intérieur de l'établissement.

Des vestiaires permettent au personnel de se changer, de se laver les mains et, le cas échéant, en fonction des risques d'introduction de maladies au sein de l'établissement, de prendre une douche.

**ARTICLE 6.10 - GESTION DES BLESSURES CAUSÉES PAR LES ANIMAUX DÉTENUS**

Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents.

L'état sanitaire des animaux ayant causé des blessures aux personnes est surveillé. Le responsable de l'établissement tient à disposition des services médicaux concernés les informations issues de cette surveillance.

L'ensemble de ces informations sont consignées dans un registre.

---

**TITRE 7 - PARTICIPATION AUX ACTIONS DE CONSERVATION DES ESPÈCES ANIMALES**

---

**ARTICLE 7.1 - GÉNÉRALITÉS**

Le présent titre concerne les animaux de la faune sauvage détenus par l'établissement.

Au sens du présent arrêté, on entend par « conservation » toutes les opérations qui contribuent à la préservation des espèces animales sauvages que leurs populations se trouvent dans leur milieu naturel ou hébergées en captivité.

Aux fins de contribuer à la conservation de la diversité biologique, l'établissement participe :

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

- à la recherche, dont les résultats bénéficient à la meilleure connaissance et à la conservation des espèces,
- et/ou à la formation pour l'acquisition de qualifications en matière de conservation,
- et/ou à l'échange d'informations sur la conservation des espèces,
- et/ou, le cas échéant, à la reproduction en captivité, au repeuplement et à la réintroduction d'espèces dans les habitats sauvages.

Les actions entreprises en application du présent chapitre doivent être compatibles avec les règles visant à assurer le bien-être des animaux ainsi qu'avec les activités d'élevage et de reproduction des animaux.

Les moyens mis en œuvre par l'établissement pour se conformer aux dispositions du présent chapitre sont proportionnés à sa taille et à son volume d'activité.

A intervalles réguliers, n'excédant pas trois ans, l'exploitant de l'établissement fournit au Préfet un rapport faisant état des actions entreprises en application du présent titre.

#### **ARTICLE 7.2 - PARTICIPATION À DES PROGRAMMES DE CONSERVATION**

Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, l'établissement participe aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Il contribue à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'il détient des animaux des espèces concernées par ces programmes.

#### **ARTICLE 7.3 - DIFFUSION D'INFORMATIONS**

L'établissement contribue auprès des éleveurs d'animaux d'espèces non domestiques ou auprès des organisations intéressées à la conservation de la diversité biologique, à la diffusion des informations qu'il détient en ce qui concerne l'amélioration des techniques d'élevage des animaux sauvages en captivité, des connaissances de leur biologie ou des connaissances utiles à la conservation de la diversité biologique.

#### **ARTICLE 7.4 - INTÉRÊT DES CADAVRES**

Sauf s'ils sont utilisés pour les besoins propres de l'établissement en matière de diffusion des connaissances ou de conservation, l'exploitant doit tenir à la disposition des institutions à caractère scientifique ou pédagogique les cadavres d'animaux susceptibles de présenter un intérêt particulier notamment en ce qui concerne les espèces rares, menacées ou protégées dont il importe que tous les éléments soient conservés dans les archives et collections patrimoniales. Ces cadavres ne doivent pas constituer une source de transmission de maladies à d'autres animaux ou aux personnes.

---

### **TITRE 8 - INFORMATION DU PUBLIC SUR LA BIODIVERSITÉ**

---

#### **ARTICLE 8.1 - GÉNÉRALITÉS**

Le présent titre concerne les animaux de la faune sauvage détenus par l'établissement.

L'établissement doit promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

Les moyens mis en œuvre par l'établissement aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.

#### **ARTICLE 8.2 - INFORMATIONS POUR LE PUBLIC**

L'établissement fournit au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées :

- nom scientifique,
- nom vernaculaire,
- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique,
- répartition géographique,
- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel,

ainsi que, le cas échéant :

- statut de protection de l'espèce,
- menaces pesant sur la conservation de l'espèce,
- actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce.

Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.

#### **ARTICLE 8.3 - VULGARISATION SCIENTIFIQUE**

L'établissement fournit au public des informations sur des thèmes généraux à caractère biologique ou écologique lui permettant d'appréhender la diversité biologique et les enjeux ou les modalités de sa conservation.

L'environnement et les milieux de vie des animaux dans l'établissement doivent contribuer autant que possible à l'information du public sur les espèces exposées et leurs habitats naturels.

#### **ARTICLE 8.4 - VALIDITÉ SCIENTIFIQUE DES INFORMATIONS FOURNIES AU PUBLIC**

Les informations délivrées au public doivent être valides scientifiquement. Le cas échéant, les responsables sont tenus de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés.

Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.

#### **ARTICLE 8.5 - ACCUEIL DU PUBLIC SCOLAIRE**

Lorsque l'établissement accueille des groupes scolaires, l'exploitant établit, le cas échéant, en collaboration avec des enseignants, des programmes d'activité et des documents pédagogiques à l'intention des élèves, adaptés à leur niveau scolaire.

#### **ARTICLE 8.6 - INTERDICTION DE REPRÉSENTATION METTANT EN SCÈNE LES ANIMAUX DÉTENUS**

Aucun spectacle ou animation avec la participation d'animaux n'est réalisé au sein de l'établissement.

#### **ARTICLE 8.7 - INTERDICTION DE VENTE DES ANIMAUX DÉTENUS**

La vente aux visiteurs d'animaux hébergés dans l'établissement est interdite.

## TITRE 9 - PRÉVENTION DES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT

### ARTICLE 9.1 - GÉNÉRALITÉS

Les caractéristiques des installations et du fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes.

Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme ainsi que pour la santé des personnes.

Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.

### ARTICLE 9.2 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

#### ARTICLE 9.2.1 - DÉSIGNATION DE LA RESSOURCE EN EAU

##### I. Secteur « Parc des Félines »

L'alimentation en eau du secteur « Félines » est réalisée par le réseau public et par deux forages présents sur le site dont les caractéristiques sont les suivantes :

	Forage n°1		Forage n°2	
	Longitude	Latitude	Longitude	Latitude
Réseau Géodésique français 1993	02°57'22"E	48°42'44"N	02°57'18"E	48°42'33"N
Coordonnées géographiques				
Coordonnées Lambert II étendu	645 631 m	2 412 819 m	645 544 m	2 412 475 m
Coordonnées en projection				
Coordonnées Lambert 93	696 777 m	6 845 812 m	696 695 m	6 845 455 m
Coordonnées en projection				
Altitude (mètres)	111		111	
Profondeur (mètres)	141,35		65	
Débit (m <sup>3</sup> /h)	12		2,5	

Les forages 1 et 2 sont protégés par un manchon d'au moins 0,20 mètres de haut et chacun est équipé d'un dispositif de disconnexion et muni d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces dispositifs sont relevés régulièrement, et au minimum toutes les semaines.

Toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En aucun cas, ni à aucun moment, les canalisations où transite l'eau des forages 1 et 2 ne doivent être interconnectables avec les canalisations du réseau d'eau potable. Elles doivent donc rester physiquement disjointes et parfaitement différenciables.

En cas d'abreuvement des animaux à partir de l'eau de ces deux forages, des analyses doivent être réalisées sur les paramètres et selon la fréquence indiquée dans le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

En cas d'utilisation de l'eau des forages 1 et 2 pour la consommation humaine, une demande d'autorisation est déposée auprès des services de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France selon

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

A titre subsidiaire et afin de limiter les prélèvements dans les nappes phréatiques profondes, l'exploitant alimentera dans la mesure du possible le réseau d'étang d'agrément des enclos avec de l'eau de surface provenant du bassin de la Fortelle.

**II. Secteur « Terre de Singes » et pôle hôtelier**

L'alimentation en eau du secteur « Terre de Singes » est réalisée par le réseau public et par un forage présent sur le site dont les caractéristiques sont les suivantes :

	Forage 3	
	Commune	Parcelle
Parcelle de localisation	Lumigny	334 B7
Altitude (mètres)	111	
Profondeur (mètres)	60	
Débit (m3/h)	6	

Le forage 3 sera créé au sein de la parcelle mentionnée ci-dessus. Ses coordonnées précises d'implantation seront communiquées avec le rapport de fin de travaux, qui sera transmis au service en charge de l'inspection des installations classées dès la fin des opérations. Ces opérations de percement et de construction de l'ouvrage respecteront les spécifications figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Au surplus, la cimentation du forage 3 sera réalisée jusqu'au toit de la formation géologique des Calcaires du Champigny, quelle que soit sa profondeur au droit de l'ouvrage. La tête de puits sera protégée par un manchon d'au moins 0,20 mètres de haut. Le capot sera fermé par un cadenas ou un dispositif analogue.

Toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En aucun cas, ni à aucun moment, les canalisations où transite l'eau du forage 3 ne doivent être interconnectables avec les canalisations du réseau d'eau potable. Elles doivent donc rester physiquement disjointes et parfaitement différenciables.

Le forage 3 est équipé d'un dispositif de disconnexion et muni d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé régulièrement, et au minimum toutes les semaines.

En cas d'abreuvement des animaux à partir de l'eau de ce forage, des analyses doivent être réalisées sur les paramètres et selon la fréquence indiquée dans le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

En cas d'utilisation de l'eau du forage 3 pour la consommation humaine, une demande d'autorisation est déposée auprès des services de l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France selon l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

Les réseaux d'adduction d'eau potable sont munis chacun d'un dispositif de mesure totalisateur. Ces dispositifs sont relevés régulièrement, et au minimum toutes les semaines.



## **ARTICLE 9.2.2 - PRÉLÈVEMENTS SUR LA RESSOURCE EN EAU SOUTERRAINE**

### I. Secteur « Parc des Félines »

La quantité maximale d'eau prélevée par le forage n°1 est fixée à 500 m<sup>3</sup>/an.

La quantité maximale d'eau prélevée par le forage n°2 est fixée à 8 500 m<sup>3</sup>/an.

En cas de mise hors service d'un des forages, les modalités de comblement sont communiquées au Préfet un mois avant le début des travaux. Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères et l'intrusion d'eau de surface.

Dans le mois qui suit le comblement du forage, le déclarant communique au Préfet, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

Le Préfet peut, sans que l'exploitant puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement les prélèvements dans le cadre des mesures prises au titre de la prévention et de la gestion des épisodes de sécheresse.

### II. Secteur « Terre de Singes » et pôle hôtelier

La quantité maximale d'eau prélevée par le forage n°3 est fixée à 10 000 m<sup>3</sup>/an.

En cas de mise hors service du forage 3, les modalités de comblement sont communiquées au Préfet un mois avant le début des travaux. Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères et l'intrusion d'eau de surface.

Dans le mois qui suit le comblement du forage 3, le déclarant communique au Préfet, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement.

Le Préfet peut, sans que l'exploitant puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement les prélèvements dans le cadre des mesures prises au titre de la prévention et de la gestion des épisodes de sécheresse.

## **ARTICLE 9.3 - REJETS DES MILIEUX AQUATIQUES**

Les milieux aquatiques présents naturellement sur le site (étangs, mares) n'hébergent que des animaux d'espèces indigènes.

Les rejets d'eaux provenant de ces milieux aquatiques confinés ne font pas l'objet d'un assainissement sauf pour prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté.

## **ARTICLE 9.4 - COLLECTE, TRAITEMENT DES EAUX USÉES ET QUALITÉ DE REJET**

### **ARTICLE 9.4.1 - ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES DU SECTEUR « PARC DES FÉLINS »**

#### I. Collecte et traitement

Les eaux de pluie sont infiltrées dans le sol ou collectées et dirigées vers l'étang, excepté celles s'écoulant sur le sol des surfaces imperméabilisées et étant susceptibles d'être souillées qui sont dirigées vers les dispositifs d'assainissement.

Les eaux de ruissellement des parkings sont infiltrées dans le sol.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

Une étude de l'aptitude du sol et du sous-sol à l'infiltration des eaux pluviales issues des aires de stationnement est réalisée au moins une fois entre 3 et 5 ans après le début d'activité du site, puis tous les 5 ans, avec transmission à l'inspection des installations classées.

Les eaux usées sont rejetées, après traitement, dans un étang présent sur le site, appelé « bassin de la Fortelle » (milieu hydraulique naturel superficiel).

Les eaux usées du secteur « Parc des Félines » (issues des locaux du personnel, des locaux affectés aux animaux, des locaux recevant du public comme les sanitaires et le restaurant, etc.) sont collectées et traitées par une station d'épuration autonome à macrophytes, implantée dans le secteur « Parc des Félines » et répondant aux prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif (sauf quand la charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5).

Les effluents sont traités par voie biologique et tel que décrit dans le dossier et ses compléments (dégraisseur/débourbeur pour les eaux de cuisine, filière biologique à cultures fixées avant infiltration dans le milieu naturel).

Les eaux de lavage et les eaux pluviales souillées sont récupérées après dégrillage par le dispositif décrit dans le paragraphe ci-dessus.

Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement, ...), les dispositifs d'assainissement ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non-traités est interdit.

Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

## II. Valeurs limites de rejet dans le cas de rejet dans le milieu naturel

Une analyse est réalisée tous les 6 mois par un organisme agréé, au niveau du regard avant l'exutoire. Ces analyses sont conduites en période d'ouverture au public et l'une d'entre elles est menée en période de pointe de fréquentation. Les résultats sont conservés par l'exploitant au minimum 5 ans et transmis chaque année à l'inspection des Installations Classées.

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

Paramètre	Concentration moyenne mensuelle	Flux journalier maximal autorisé
MES	35 mg/l	15 kg/j
DBO5 (sur effluent non décanté)	35 mg/l	30 kg/j
DCO (sur effluent non décanté)	200 mg/l	100 kg/j
Azote Kjeldahl	40 mg/l	150 kg/j

## **ARTICLE 9.4.2 - ASSAINISSEMENT DU SECTEUR « TERRE DE SINGES » ET DU PÔLE HÔTELIER**

### I. Collecte et traitement

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

Les eaux de pluie du secteur « Terre de Singes » sont infiltrées dans le sol ou collectées et dirigées vers les douves du corps de ferme, excepté celles s'écoulant sur le sol des surfaces imperméabilisées et étant susceptibles d'être souillées qui sont dirigées vers les dispositifs d'assainissement.

Les eaux de pluie du pôle hôtelier sont infiltrées dans le sol, excepté celles s'écoulant sur le sol des surfaces imperméabilisées et étant susceptibles d'être souillées qui sont dirigées vers les dispositifs d'assainissement.

Les eaux de ruissellement des parkings sont infiltrées dans le sol.

Les eaux usées du secteur « Terre de Singes » et du pôle hôtelier sont collectées et traitées par une station d'épuration autonome à macrophytes, implantée dans l'emprise du pôle hôtelier et répondant aux prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif (sauf quand la charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5).

Les eaux de lavage et les eaux pluviales souillées sont récupérées après dégrillage par le dispositif décrit dans le paragraphe ci-dessus.

Après traitement, les eaux usées font l'objet d'une dispersion par infiltration dans le sol, grâce à une plaine d'infiltration d'une surface de 1 100 m<sup>2</sup> et d'une profondeur comprise entre 50 et 60 cm. Cette plaine sera aménagée en roselière.

Sans préjudice des dispositions fixées par les réglementations de portée nationale ou locale (périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine, règlements d'urbanisme, règlements communaux ou intercommunaux d'assainissement, ...), les dispositifs d'assainissement ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non-traités est interdit.

Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

## II. Valeurs limites de rejet dans le cas de rejet dans le milieu naturel

Une analyse est réalisée tous les 6 mois par un organisme agréé, au niveau d'un regard situé à l'entrée de la plaine d'infiltration. Ces analyses sont conduites en période d'ouverture au public et l'une d'entre elles est menée en période de pointe de fréquentation. Les résultats sont conservés par l'exploitant au minimum 5 ans et transmis chaque année à l'inspection des Installations Classées.

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

Paramètre	Concentration moyenne mensuelle	Flux journalier maximal autorisé
MES	35 mg/l	15 kg/j
DBO5 (sur effluent non décanté)	35 mg/l	30 kg/j
DCO (sur effluent non décanté)	200 mg/l	100 kg/j
Azote Kjeldahl	40 mg/l	150 kg/j

#### **ARTICLE 9.4.3 - ENTRETIEN DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT**

Les dispositifs d'assainissement non collectif sont entretenus régulièrement. Les installations et ouvrages, notamment le dégrilleur et le déboureur/dégraisseur, doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

L'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues dans le plan départemental visant la collecte des matières de vidange.

Les dispositions sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des Installations Classées les relevés de passage du cureur.

Sont interdits les rejets d'effluents, même traités, dans un puisard, puits perdus, puits désaffectés, cavité naturelle ou artificielle.

#### **ARTICLE 9.5 - GESTION DES EAUX PLUVIALES**

Les eaux pluviales de l'ensemble du site sont gérées de façon à favoriser leur infiltration dans le sol et, le cas échéant, pour rendre acceptable leur restitution au milieu aquatique superficiel, au titre de la protection du milieu récepteur ou de la prévention des phénomènes d'inondation.

Les plans d'eau présents dans l'établissement participent des capacités de stockage des eaux pluviales.

Des noues sont aménagées en bordure de l'emprise de la plaine animalière du pôle hôtelier, conformément au dossier de demande d'autorisation, pour constituer une retenue d'eau complémentaire.

L'ensemble des équipements, canalisations et ouvrages qui participent à la gestion des eaux pluviales est régulièrement suivi et entretenu.

#### **ARTICLE 9.6 - STOCKAGE DES PRODUITS POLLUANTS OU DANGEREUX**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
*portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny, implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)*

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

## **ARTICLE 9.7 - GESTION DES DÉCHETS**

### **ARTICLE 9.7.1 - GÉNÉRALITÉS**

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation. Les déchets recyclables sont valorisés conformément à la réglementation.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

L'épandage des déchets, effluents et sous-produits est interdit.

### **ARTICLE 9.7.2 - STOCKAGE ET ÉVACUATION DES DÉCHETS**

Tous les bordereaux d'enlèvement précisent le type de déchets concernés et sont conservés pendant 5 ans par l'exploitant. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

#### **• Litières et excréments**

Les déjections animales et les litières sont ramassées aussi fréquemment que nécessaire. Les excréments ramassés et les litières sont stockés dans un conteneur étanche avant ramassage et élimination par une entreprise agréée pour ce type de déchets.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

Ce conteneur est vidé aussi souvent que nécessaire, afin de prévenir toute nuisance olfactive.

Les effluents ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.

• Autres déchets banals

Des poubelles et compacteurs à canettes métalliques sont mis à disposition et répartis judicieusement au niveau des espaces accessibles du public.

Les déchets banals sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier les restes de viandes et d'os sont stockés dans un conteneur permettant la congélation. Ils sont collectés et éliminés par un organisme agréé pour ce type de déchets.

• Cadavres

Les animaux morts, y compris les animaux mort-nés et les avortons, font l'objet de la part de personnes compétentes d'autopsies ou, selon les espèces, de tout autre moyen d'analyse approprié. Les cadavres d'animaux sont gérés conformément aux articles 6.5, 6.6, 6.7 de cet arrêté.

Hors dérogation prévue à l'article 7.4, les cadavres sont incinérés sans délai dans une installation autorisée et les certificats d'élimination sont conservés au moins 5 ans par l'exploitant.

En cas de délai d'élimination de l'installation supérieur à 24 heures, les cadavres sont stockés, avant leur enlèvement, dans un congélateur strictement réservé à cet usage et placé dans un endroit nettement séparé des locaux d'élevage, de cuisine, de soins, et éloigné d'au moins 50 mètres des animaux vivants du parc.

• Déchets de soins à risques infectieux

Les déchets de soins à risques infectieux sont récupérés en collecteur approprié et éliminés dans le respect :

- du décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat),
- de l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques,
- de l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.

En particulier, un contrat d'enlèvement est établi avec un prestataire de services autorisé pour l'élimination de ce type de déchets avec mention du délai de son passage.

• Boues et graisses des dispositifs d'assainissement

Les boues et graisses des dispositifs d'assainissement sont évacuées conformément à l'arrêté du 22 juin 2007, relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

**ARTICLE 9.8 - PRÉVENTION DES ODEURS**

Les locaux sont ventilés efficacement de façon permanente, de telle sorte que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
*portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)*

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

**ARTICLE 9.9 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites fixées à l'article 27 de l'arrêté de 2 février 1998 modifié susvisé.

**ARTICLE 9.10 - LUTTE CONTRE LES NUISIBLES**

Toutes dispositions efficaces sont prises pour empêcher l'introduction dans toutes les parties de l'établissement de mouches et des rongeurs nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.

**ARTICLE 9.11 - INTERACTION ENTRE LA FAUNE DÉTENUE ET LE MILIEU NATUREL**

**ARTICLE 9.11.1 - PRÉVENTION DES ÉVASIONS DE SPÉCIMENS**

L'éjointage des oiseaux laissés en liberté peut être pratiqué afin d'éviter leur évasion. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour récupérer les animaux évadés.

**ARTICLE 9.11.2 - RÉINTRODUCTION D'ANIMAUX DANS LE MILIEU NATUREL**

Les animaux destinés à être réintroduits dans la nature sont élevés et hébergés dans des conditions qui préservent leurs capacités à s'adapter au milieu dans lequel ils seront introduits.

Ces conditions, déterminées selon un protocole précis d'élevage et, le cas échéant, conformes aux programmes collectifs existants, font l'objet d'une validation par les autorités scientifiques compétentes en la matière.

Les animaux destinés à être introduits dans la nature ne doivent pas être susceptibles d'y apporter de perturbations de nature écologique, génétique ou sanitaire.

**ARTICLE 9.12 - PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. L'exploitant devra mettre en œuvre des mesures de gestion supplémentaires pour réduire ses nuisances sonores, dans l'hypothèse où les proches voisins du site feraient part de désagrément de cette nature.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

**ARTICLE 9.13 - INTENSITÉ LUMINEUSE**

L'éclairage du site doit être conçu et réalisé de manière à éviter la fatigue visuelle, ainsi que les affections de la vue qui en résultent, et permettre de déceler les risques perceptibles par la vue. L'intensité lumineuse utilisée ne doit pas constituer une gêne pour le voisinage.

Les locaux doivent autant que possible disposer d'une lumière naturelle suffisante. Les espaces extérieurs du parc sont non éclairés artificiellement.

Les locaux accessibles au public et le parking ne sont pas éclairés entre 20 h et 8 h, sauf cas des visites nocturnes ponctuelles.

**ARTICLE 9.14 - CONTRÔLE ET ANALYSES INOPINÉES OU NON**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de contrôles spécifiques et de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses, sont réalisés par un organisme tiers agréé choisi par l'inspection des Installations Classées à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des Installations Classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les Installations Classées.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.



**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félin SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

**TITRE 1 - LISTE DES ANIMAUX DÉTENUS SUR LE SITE DES PARCS ZOOLOGIQUES DE LUMIGNY**

**ARTICLE 1.1 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES FELIDAE**

NOM SCIENTIFIQUE	NOM VERNACULAIRE	NBRE SOUHAITÉ
Acinonyx jubatus	Guépard	20
Caracal caracal	Caracal	10
Catopuma badia	Chat bai	10
Catopuma temmincki	Chat de Temminck	10
Felis bieti	Chat de Mongolie	10
Felis chaus	Chat des marais	10
Felis margarita	Chat des sables, chat du désert	10
Felis nigripes	Chat à pieds noirs	10
Felis sylvestris sylvestris	Chat sauvage européen	10
Felis sylvestris lybica	Chat sauvage africain	
Felis sylvestris ornata	Chat sauvage asiatique	
Herpailurus yagouaroundi	Jagouaroundi	10
Leopardus pardalis	Ocelot	10
Leopardus tigrinus	Oncille	10
Leopardus wiedi	Margay	10
Leptailurus serval	Serval	10
Lynx canadensis	Lynx du Canada	10
Lynx lynx lynx	Lynx commun d'Europe	10
Lynx lynx wrangeli	Lynx commun de Sibérie	10
Lynx pardinus	Lynx pardelle	10
Lynx rufus	Lynx roux, Bobcat	10
Neofelis nebulosa	Panthère nébuleuse	10
Oncifelis colocolo	Chat des pampas	10
Oncifelis kodkod	Chat du Chili	10
Oncifelis geoffroyi	Chat de Geoffroy	10
Oreailurus jacobita	Chat des Andes	10
Octocolobus manul	Manul	10
Panthera leo leo	Lion d'Afrique	60
Panthera leo persica	Lion d'Asie	10
Panthera onca	Jaguar	8
Panthera pardus delacouri	Panthère, Léopard d'Indochine	8
Panthera pardus japonensis	Panthère, Léopard de Chine	8
Panthera pardus kotiya	Panthère, Léopard du Sri Lanka	8
Panthera pardus orientalis	Panthère, Léopard de l'Amour	8
Panthera pardus saxicolor	Panthère, Léopard de Perse	8
Panthera tigris altaica	Tigre de Sibérie	6
Panthera tigris corbetti	Tigre d'Indochine	6
Panthera tigris sumatrae	Tigre de Sumatra	6
Panthera tigris tigris	Tigre du Bengale	10
Pardofelis marmorata	Chat marbré	10
Prionailurus bengalensis bengalensis	Chat léopard du Bengale	10
Prionailurus bengalensis euphilura	Chat léopard de Sibérie	10
Prionailurus bengalensis sumatranus	Chat léopard d'Indonésie	10
Prionailurus bengalensis iriomotensis	Chat léopard d'Iriomote	10

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

Prionailurus planiceps	Chat à tête plate	10
Prionailurus rubiginosus	Chat rubigineux, Chat rougeâtre	10
Prionailurus viverrinus	Chat pêcheur	10
Profelis aurata	Chat doré africain	10
Puma concolor	Puma, cougar	10
Uncia uncia	Panthère des neiges, Once	10

**ARTICLE 1.2 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES VIVERRIDAE**

	Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut *	Programmes d'élevage en captivité
<b>V i v e r r i d a e</b>	Arctictis binturong	Binturong	III, C	ESB, SSP
	Arctogalidia trivirgata	Civette palmiste à trois bandes	II, B	-
	Chrotogale owstoni	Civette d'Owston	I, A	EEP, ISB
	Civettictis civetta	Civette africaine	III, C	-
	Cynogale bennettii	Civette loutre de Sumatra	II, B	-
	Diplogale hosei	Civette de Hose	Esp. Non concernée	
	Genetta abyssinica	Genette d'Abyssinie	Esp. Non concernée	
	Genetta angolensis	Genette d'Angola	Esp. Non concernée	
	Genetta burloni	Genette de Burlon	Esp. Non concernée	
	Genetta cristata	Genette cristata	Esp. Non concernée	
	Genetta genetta	Genette d'Europe	Esp. Non concernée	
	Genetta johnstoni	Genette de Johnston	Esp. Non concernée	
	Genetta maculata	Genette panthère	Esp. Non concernée	
	Genetta pardina	Genette pardine	Esp. Non concernée	
	Genetta piscivora	Genette aquatique	Esp. Non concernée	
	Genetta poensis	Genette poensis	Esp. Non concernée	
	Genetta servalina	Genette servaline	Esp. Non concernée	
	Genetta thierryi	Genette Haussa	Esp. Non concernée	
	Genetta tigrina	Genette tigrine	Esp. Non concernée	
	Genetta victoriae	Genette géante	Esp. Non concernée	
	Hemigalus derbyanus	Civette palmiste à bandes	II, B	
	Macrogalidia musschenbroeckii	Civette palmiste des Célèbes	Esp. Non concernée	
	Paguma larvata	Civette palmiste à masque	III, C	
	Paradoxurus hermaphroditus	Civette palmiste	III, C	
	Paradoxurus jerdoni	Civette palmiste de Jerdon	III, C	

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

Paradoxurus zeylonensis	Civette palmiste de Golden	Esp. Non concernée	
Poiana leightoni	Linsang de Leighton	Esp. Non concernée	
Poiana richardsonii	Linsang Africain	Esp. Non concernée	
Prionodon linsang	Linsang rayé	II, B	
Prionodon pardicolor	Linsang tacheté	I, A	
Viverra civettina	Civette de Malabar	III, C	
Viverra megaspila	Civette à grandes taches	Esp. Non concernée	
Viverra tangalunga	Civette de Malaisie	Esp. Non concernée	
Viverra zibetha	Zibeth	III, C	
Viverricula indica	Petite civette	III, C	

**ARTICLE 1.3 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES HYENIDAE**

	Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut *	Programmes d'élevage en captivité
<b>H y a e n i d a e</b>	Crocota crocuta	Hyène tachetée	Esp. Non concernée	ESB, SSP
	Hyaena brunnea	Hyène brune	Esp. Non concernée	ESB
	Hyaena hyaena	Hyène rayée	Esp. Non concernée	
	Proteles cristata	Protèle	III, C	

**ARTICLE 1.4 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DE CANIDAE**

Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut	Programmes d'élevage en captivité	Effectif projeté
Canis aureus	Chacal doré	LC, III, C	-	10 – 20
Canis latrans	Coyote	LC, Esp non concernée	-	10 – 20
Canis lupus	Loup gris	LC, I, A (Turquie) et II, B+201	EEP	20 – 40
Canis mesomelas	Chacal à chabraque	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Chrysocyon brachyurus	Loup à crinière	NT, II, B	EEP	2 – 10
Cuon alpinus	Dhôle	EN, II, B	EEP	20 – 40
Lycaon pictus	Lycaon	EN, II, B	EEP	10 – 20
Nyctereutes procyonides	Chien viverrin	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Otocyon megalotis	Otocyon	LC, Esp non concernée	EEP	2 – 10
Speothos venaticus	Chien des buissons	NT, I, A	EEP	10 – 20

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

Vulpes corsac	Renard corsac	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Vulpes lagopus	Renard polaire	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Vulpes rueppellii	Renard famélique	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Vulpes vulpes	Renard roux	LC, III,C	-	2 – 10
Vulpes zerda	Fennec	LC, II,B	-	2 – 10

**ARTICLE 1.5 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES AILURIDAE**

Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut	Programmes d'élevage en captivité	Effectif projeté
Ailurus fulgens	Panda roux	EN, I,A	EEP	10 – 20

**ARTICLE 1.6 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES MEPHITIDAE**

Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut	Programmes d'élevage en captivité	Effectif projeté
Conepatus semistriatus	Moufette d'Amazonie	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Mephitis macroura	Moufette à capuchon	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Mephitis mephitis	Moufette rayée	LC, Esp non concernée	-	2 – 10

**ARTICLE 1.7 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES MUSTELIDAE**

Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut	Programmes d'élevage en captivité	Effectif projeté
Aonyx cinereus	Loutre cendrée	VU, II,B	-	2 – 10
Hydrictis maculicollis	Loutre à cou tacheté	NT, II,B	-	2 – 10
Lontra canadensis	Loutre de rivière	LC, II,B	-	2 – 10
Lutra lutra	Loutre d'Europe	NT, I,A	EEP	2 – 10
Lutrogale perspicillata	Loutre d'Asie	VU, II,B	-	2 – 10
Pteronura brasiliensis	Loutre géante	EN, I,A	EEP	2 – 10
Eira barbara	Tayra	LC, III,C	-	2 – 10
Galictis vittata	Grison	LC, III,C	-	2 – 10
Gulo gulo	Glouton	LC, Esp non concernée	EEP	2 – 10
Martes flavigula	Matre à gorge jaune	LC, III,C	-	2 – 10
Martes foina	Fouine	LC, III,C	-	2 – 10
Martes martes	Martre des pins	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Martes zibellina	Zibeline	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Meles meles	Blaireau européen	LC, Esp non concernée	-	2 – 10

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

Mellivora capensis	Ratel	LC, III,C	-	2 – 10
Mustela eversmanii	Putois des steppes	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Mustela lutreola	Vison d'Europe	CR, II,B	EEP	2 – 10
Mustela putorius	Putois	LC, III,C	-	2 – 10
Mustela sibirica	Vison de Sibérie	LC, III,C	-	2 – 10
Vormella peregusna	Putois marbré	VU, Esp non concernée	EEP	2 – 10

**ARTICLE 1.8 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES PROCYONIDAE**

Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut	Programmes d'élevage en captivité	Effectif projeté
Bassaricus astutus	Bassarid rusé	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Nasua narica	Coati à nez blanc	LC, III,C	-	10 – 20
Potos flavus	Kinkajou	LC, III,C	-	2 – 10
Procyon cancrivorus	Raton crabier	LC, Esp non concernée	-	2 – 10

**ARTICLE 1.9 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES EUPLERIDAE**

Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut	Programmes d'élevage en captivité	Effectif projeté
Cryptoprocta ferox	Fossa	VU, II,B	EEP	2 – 10
Fossa fossana	Civette malgache	VU, II,B	-	2 – 10
Galidia elegans	Galidie élégante	LC, Esp non concernée	ESB	2 – 10
Galidictis grandidieris	Mangouste de Grandidier	EN, Esp non concernée	-	2 – 10
Mungotictis decemlineata	Mangouste à dix raies	EN, Esp non concernée	ESB	2 – 10

**ARTICLE 1.10 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES HERPESTIDAE**

Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut	Programmes d'élevage en captivité	Effectif projeté
Chrossarchus obscurus	Mangouste brune	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Cynictis penicillata	Mangouste jaune	LC, Esp non concernée	-	10 – 20
Galerella sanguinea	Mangouste rouge	LC, Esp non concernée	-	2 – 10
Helogale parvula	Mangouste naine du Sud	LC, Esp non concernée	-	20 – 40
Mungos mungo	Mangouste rayée	LC, Esp non concernée	-	40 – 60
Suricata suricatta	Suricate	LC, Esp non concernée	-	20 - 40

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

**ARTICLE 1.11 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES NANDINIDAE**

Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut	Programmes d'élevage en captivité	Effectif projeté
Nandinia binotata	Civette palmiste africaine	LC, I, A	-	2 – 10

**ARTICLE 1.12 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES URSIDAE**

	Nom scientifique	Noms vernaculaires	Statut *	Programmes d'élevage en captivité
<b>U r s i d a e</b>	Ailuropoda melanoleuca	Panda géant	I, A	EEP, SSP, ISB
	Helarctos malayanus	Ours malais	I, A	ESB, SSP
	Melursus ursinus	Ours lippu	I, A	EEP, ISB
	Tremarctos ornatus	Ours à lunettes	I, A	EEP, SSP, ISB
	Ursus americanus	Ours noir	II, B	
	Ursus arctos	Ours brun	IA, IIA	ESB
	Ursus maritimus	Ours blanc	II, B	EEP, SSP
	Ursus thibetanus	Ours à collier	I, A	ESB

**ARTICLE 1.13 - LISTE DES ANIMAUX DE LA FAMILLE DES BOVIDAE ET DES CERVIDAE**

	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Effectif max.
<b>B o v i d a e</b>	Bos gaurus	Gaur, Seladang	10
	Antilope cervicapra	Antilope cervicapre	30
	Boselaphus tragocamelus	Antilope Nilgaut	10
<b>C e r v i d a e</b>	Axis axis	Cerf axis, Chital	40
	Rusa unicolor	Sambar	20
	Rucervus duvaucelli	Cerf de Duvaucel, Baraingha	20
	Axis porcinus	Cerf cochon	10
	Hydropotes inermis	Hydropote, Cerf d'eau	10

**ARTICLE 1.14 - LISTE DES TAXONS DE PRIMATES**

Sous-ordre Infra-ordre	Nom scientifique	Effectif max.
Strepsirrhiniens Lemuriformes	Toutes espèces	150 – 200
Strepsirrhiniens Lorisiformes	Toutes espèces	20 – 40
Haplorrhiniens	Toutes espèces	20 – 40

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

Tarsiformes		
Haplorrhiniens Platyrrhiniens	Toutes espèces	100 – 150
Haplorrhiniens Catarrhini	Toutes espèces à l'exception des Homidae	100 - 150
Haplorrhiniens anthropoïdes	Orangs-outangs, Gorilles, Chimpanzé et Bonobo	10 - 50

**ARTICLE 1.15 - LISTE DES TAXONS DES OISEAUX**

Famille	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Effectif max.
Psittacidés	Toutes espèces		200-500
Phoenicopteridés	Phoenicopus chilensis	Flamant du chili	15-30
Threskiomithidés	Eudocimus ruber	Ibis rouge	15-30
Recurvirostridés	Himantopus mexinacus	Echasse d'Amérique	2-10
Cracinés	Crax sp	Hocco	2-10
Charadriidés	Vanellus sp	Vanneaux	2-10
Colombidés	Ducula sp	Pigeon impérial	2-10
Alcéridés	Dacelo novaeguineae	Martin chasseur géant	2-10

**ARTICLE 1.16 - LISTE DES ANIMAUX D'AUTRES FAMILLES**

**Anatidés**

NOM SCIENTIFIQUE	NON VERNACULAIRE
Anas acuta	Pilet d'Europe
Anas clypeata	Souchet d'Europe
Anas crecca	Sarcelle d'Hiver
Anas penelope	Canard siffleur d'Europe
Aythya fuligula	Fuligule morillon
Branta bernicla	Bernache cravant
Cygnus cygnus	Cygne chanteur
Netta rufina	Nette rousse
Tadorna tadorna	Tadorne de belon (espèce protégée)

**Mammifères**

NOM SCIENTIFIQUE	NOM VERNACULAIRE	NBRE MALES	NBRE FEMELLES
Capra hircus	Chèvre	2	40
Equus asinus	Ane	1	2
Equus caballus	Cheval	1	2
Equus caballus	Poney	1	2
Canis canis	Chien	3	0
Vicugna pacos	Alpagas	2	8
Ovis aries	Mouton	1	9
Camelus bactrianus	Chameau bactrien	1	2

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)

**Oiseaux de basse-cour**

<b>NOM SCIENTIFIQUE</b>	<b>NOM VERNACULAIRE</b>	<b>NBRE SOUHAITE</b>
Numida meleagris	Pintade commune	20
Gallus gallus	Poules et coqs	200
Meleagris gallopavo	Dindon commun	20
Anser anser	Oie domestique	20

**TITRE 2 - CADRE DES RÈGLEMENTS ET DES PLANS APPLICABLES DANS L'ÉTABLISSEMENT**

### **1. Règlement intérieur**

Le règlement intérieur fixe notamment :

- les périodes et heures d'ouverture de l'établissement,
- la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer, portant en particulier sur le respect des clôtures et des zones de sécurité ; il indique les risques pouvant résulter de certains comportements des visiteurs,
- les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public.

Il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent.

Ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).

### **2. Règlement de service**

Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe :

- les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses,
- les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux,
- les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public,
- les règles d'hygiène que doit respecter le personnel,
- les règles propres à assurer le bien-être des animaux.

Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.

### **3. Plan de secours**

Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii.



**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félin SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :

- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement,
- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir,
- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement,
- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition.

Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au Préfet.

#### **4. Dossier sanitaire**

Le dossier sanitaire contient les informations suivantes :

- les noms et coordonnées du vétérinaire sanitaire attaché à l'établissement ainsi que le compte rendu de ses visites,
- les cas de maladies apparues dans l'établissement, y compris pendant la quarantaine, l'isolement ou l'acclimatation des animaux et les traitements administrés,
- les résultats des examens sanguins ou de toute autre procédure diagnostique conduite dans l'établissement,
- les programmes de surveillance et de prévention des maladies et leurs résultats,
- les résultats d'autopsies,
- en ce qui concerne les animaux arrivés dans l'établissement ou ceux l'ayant quitté, les données relatives à leur transport et à leur état de santé au moment de leur arrivée ou de leur départ.

Le dossier contient les ordonnances prescrites par les vétérinaires pour l'utilisation de médicaments.

Il doit être tenu d'une manière claire et ordonnée, permettant d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux ou des groupes d'animaux hébergés.

---

### **TITRE 3 - CIRCULATION DU PUBLIC DANS LES LIEUX OÙ SONT HÉBERGÉS DES ANIMAUX DE LA FAUNE DOMESTIQUE, LES LÉMURIENS, LES MAGOTS, LES SAÏMIRIS ET LES OISEAUX EN VOLIÈRE**

---

#### **1. Dispositions générales**

1.1. La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux de la faune sauvage est interdite, à l'exception de l'enclos des Lémuriens, des Magots, des Saïmiris et de la volière des oiseaux du secteur « Terre de Singes ».

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
**portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,**  
**implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)**

1.2. La circulation du public dans les lieux où sont hébergés ou circulent des animaux domestiques, les Lémuriens, les Magots, les Saïmiris et les oiseaux en volière n'est possible que si les risques pour la sécurité et la santé des personnes sont prévenus par la mise en place d'installations et de conditions de fonctionnement adaptées.

De telles présentations ne sont possibles que si elles n'occasionnent aucune perturbation du bien-être des animaux.

Une surveillance, proportionnée à la nature des risques à prévenir, doit être organisée.

Le comportement des animaux doit être observé régulièrement et les animaux agressifs doivent être écartés de telles présentations.

Si les animaux présentés sont susceptibles de transmettre des maladies aux personnes, une prévention de ces risques doit être organisée. Elle doit être proportionnée aux risques présentés et doit comprendre un contrôle régulier de l'état de santé des animaux, accompagné le cas échéant de tests de dépistage des maladies transmissibles.

Des indications doivent informer le public des règles qui doivent être respectées et le prévenir des risques présentés par certains comportements ou attitudes. Le public doit être informé de l'interdiction de s'écarter des lieux qui lui sont réservés.

Dans le cas où le public est admis au sein des enclos, le responsable de l'établissement ou toute autre personne qu'il délègue doit interdire l'entrée du public dans les lieux où sont hébergés les animaux dans le cas où un incident intervenu dans ces lieux, un nombre de visiteurs trop important ou un comportement du public non conforme au règlement intérieur de l'établissement risquent de mettre en péril la sécurité des personnes ou celle des animaux.

## **2. Circulation des visiteurs à pied dans les enclos**

La circulation des visiteurs dans les enclos, à l'intérieur de leur véhicule, est interdite.

Les présentations où le public circule à pied dans les enclos où sont hébergés des animaux doivent être réservées aux animaux qui appartiennent à la faune domestique, ainsi qu'aux Lémuriens, aux Magots, aux Saïmiris et aux oiseaux détenus en volière.

Les lieux où circule le public doivent être précisément délimités et matérialisés afin de les séparer et de les distinguer des lieux réservés aux animaux.

Les véhicules de service ou les véhicules d'intervention d'urgence doivent pouvoir accéder rapidement à n'importe quel endroit du circuit emprunté par les visiteurs.

Les modalités du fonctionnement des ouvertures empruntées par le public doivent s'opposer à toute sortie des animaux.

L'établissement doit disposer d'une organisation et de moyens permettant de prendre en charge immédiatement les incidents susceptibles de porter préjudice à la sécurité des visiteurs.

Les personnels affectés aux opérations de surveillance ou intervenant à l'intérieur de l'enclos doivent être reliés par un réseau de communication.

Le personnel de surveillance doit disposer de moyens permettant de repousser les animaux manifestant un comportement dangereux pour la sécurité des personnes.

Les modalités de l'entretien des animaux ne doivent pas contribuer à ce qu'ils sollicitent les visiteurs

**Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n° 2022-26/DCSE/BPE/IC du 1<sup>er</sup> juin 2022**  
*portant autorisation à la société « Parc des Félines SAS » d'étendre les parcs zoologiques de Lumigny,  
implantés RD 402, Domaine de la Fortelle à Lumigny-Nesles-Ormeaux (77540)*

ou qu'ils répondent à leurs sollicitations.

Une signalisation, visible et facile à lire, est installée ou remise aux visiteurs pour les avertir des consignes qu'ils doivent respecter dans les enclos. Ces consignes doivent être adaptées en fonction des particularités des espèces rencontrées lors de la visite.

Le plan de secours de l'établissement doit comporter les consignes à suivre par les visiteurs et le personnel en cas d'accident survenu entre deux visiteurs ou entre un visiteur et un animal.

